

# *note de consultance*

# La situation stratégique en Asie-pacifique : une vision chinoise

VALERIE NIQUET

---

---

Note n° 559/FRS/FORUMXIANG du 5 décembre 2013

Marché n° 1504074763 notifié le 19 mars 2013

Par lettre n°17803DEF/SGA/SPAC/SDA/BPPE

---

FONDATION  
*pour la* RECHERCHE  
STRATÉGIQUE

# SOMMAIRE

1 – RASSURER POUR MIEUX LUTTER CONTRE LES TENANTS DES THESES DE LA "MENACE CHINOISE" .....	4
2 – CONFIANCE MUTUELLE ET INTERETS COMMUNS .....	6
3 – UNE DEFINITION UNILATERALE DES CONDITIONS DE LA CONFIANCE MUTUELLE .....	7
4 – EN ASIE : UNE SITUATION DIFFICILE ET « COMPLEXE » .....	8
5 – LA CHINE, PUISSANCE INCOMPRISE.....	10
6 – L’OBSESSION AMERICAINE .....	11
7 – CONCLUSION .....	13

Depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe dirigeante chinoise au mois d'octobre 2012 **on s'interroge sur les priorités et les orientations de la stratégie extérieure de la Chine**. En Asie, si l'aggravation des tensions a précédé l'intronisation de Xi Jinping à l'automne 2012, elles n'ont pas cessé depuis et tendent au contraire à **se renforcer sur l'ensemble du pourtour chinois**.

En mer de Chine, les quelques signaux d'apaisement sont rapidement démentis. A la veille du 3<sup>ème</sup> plenum du XVIIIème Congrès qui s'est tenu au mois de novembre 2013, le Président Xi Jinping déclarait souhaiter une **amélioration des relations entre la Chine et ses voisins**. Quelques jours plus tard, la déclaration unilatérale et sans consultations préalables d'une **zone d'observation aérienne** couvrant une large partie de la mer de Chine orientale, dont les zones contestées avec le Japon et la Corée du Sud, venait relancer les tensions.

Ces tensions se développent dans un **contexte qui demeure pour le régime chinois politiquement et économiquement incertain**. Si le diagnostic des failles du régime est juste, et la volonté de réformes réaffirmée avec force, la mise en œuvre demeure problématique et source de tensions potentielles.<sup>1</sup> En matière de sécurité intérieure, l'accident ou l'attentat attribué par les autorités à ETIM place Tiananmen, le 28 octobre 2013, suivi par l'attaque dont a été la cible l'immeuble de la direction du PCC de la province du Shanxi quelques jours plus tard, et les manifestations de mécontentement qui se multiplient – sans toutefois se fédérer – sur l'ensemble du territoire, démontrent **les limites du contrôle social imposé par un pouvoir dont la légitimité est contestée**.

Une croissance qui peine à dépasser les 7 % annuels selon les chiffres officiels, des inégalités croissantes et de moins en moins bien supportées, une corruption massive qui fait aujourd'hui l'objet d'une campagne de lutte aux accents néo-maoïstes nourrissent cette contestation du régime.

Dans le même temps, **le développement qualitatif des capacités militaires de la RPC se poursuit** et des interrogations subsistent quant au rôle de Pékin face aux risques de prolifération dans la péninsule coréenne. Alors que le régime nord-coréen confirme sa résilience, les intérêts économiques de la RPC au nord de la péninsule se renforcent et, si Pékin s'agace des initiatives provocatrices de son voisin nord-coréen, la décision d'abandonner un allié traditionnel n'a pas été prise.

Ces développements posent **des défis complexes à l'ensemble des puissances** – dont la France – qui, dans les grandes enceintes internationales et au niveau bilatéral, se trouvent confrontées à une puissance chinoise dont la **volonté d'engagement est rarement démontrée dans les faits**. Par ailleurs, la zone Asie-Pacifique, en dépit de son éloignement géographique, ne peut être exclue de notre périmètre d'intérêt stratégique. C'est là, en effet, que se concentrent le potentiel de croissance de l'économie mondiale et des facteurs d'instabilité pour une large part liés à l'évolution interne du régime chinois.

Dans le même temps, et contrairement à l'ex-URSS, **la RPC se caractérise par une ouverture qui ne peut être assimilée à de la transparence** – notamment dans le domaine des capacités militaires – mais qui permet de mieux décrypter les tendances

---

<sup>1</sup> Le troisième plénum du Comité central a adopté soixante propositions dont certaines ont une forte portée symbolique comme la réforme de la politique de l'enfant unique, l'augmentation de la fiscalité pour les entreprises d'État ou la remise à plat du système des camps de travail.

lourdes des évolutions possibles et du discours que Pékin entend privilégier face à ses partenaires extérieurs, au premier rang desquels **les Etats-Unis qui demeurent la seule puissance qui compte pour le régime chinois.**

Cette ouverture s'exprime dans de nombreuses publications, dont le contenu souvent répétitif met en évidence **la persistance du principe de la "ligne politique" définie au niveau central.** Elle s'exprime également à l'occasion des séminaires régulièrement organisés par l'Académie des Sciences militaires de l'APL (*Zhongguo jiefangjun junshi kexueyuan*).

L'Académie des Sciences militaires, créée en 1958, est placée sous l'autorité directe de la CMC (commission militaire centrale). Ses travaux portent sur les questions de doctrine, de développement des capacités et plus largement sur l'expérience et la pensée militaire des autres puissances, là encore en privilégiant les Etats-Unis.

L'Association chinoise de science militaire (*Zhongguo junshi kexue Xuefu*), créée en 1991 et affiliée à l'AMS, est la structure en charge de l'organisation de conférences internationales, dans un objectif de "communication" ou de "propagande". Le Xiang Shan Forum, organisé tous les deux ans dans la banlieue ouest de Pékin, près des "Collines parfumées" où sont traditionnellement regroupées les principales institutions militaires ainsi que les résidences des plus hauts dignitaires du régime, constitue l'un des principaux exercices de cette mission de communication.<sup>2</sup> La conférence regroupe plusieurs dizaines d'intervenants et de participants appartenant à la communauté stratégique en Chine. Les Etats-Unis sont également très représentés.

On retiendra du quatrième exercice de ce forum, *La sécurité dans la zone Asie-Pacifique : nouvelles questions, nouvelles pistes de réflexion*, qui s'était tenu du 16 au 18 novembre 2012, un **discours très homogène**, en dépit de quelques divergences dans l'expression des positions qui peuvent opposer les militaires les plus radicaux et certains universitaires mieux au fait des attentes d'un public international. On notera aussi que ce discours s'ordonne autour de **deux ambitions contradictoires** qui sont **la volonté de rassurer et « d'apaiser » l'adversaire**, à commencer par les Etats-Unis qui demeurent le seul interlocuteur stratégiquement significatif pour Pékin, et celle de **défendre les « intérêts vitaux » du régime**, ainsi que l'image de puissance d'une Chine à la poursuite d'un « rêve » destiné d'abord à renforcer la légitimité du parti communiste.

## **1 – Rassurer pour mieux lutter contre les tenants des thèses de la "menace chinoise"**

Comme tous les exercices de ce type organisés par Pékin, le forum Xiang Shan est d'abord un exercice de « communication » et **cette communication s'exerce sur plusieurs plans.** Au premier plan, dans une volonté de rassurer l'ensemble des partenaires de Pékin et de limiter la portée des réactions provoquées par la stratégie plus agressive menée par la RPC en Asie depuis 2009, l'ensemble des grands discours introductifs du forum, prononcés par le Président de l'AMS (Général Liu Chengjun), le vice-Président de l'AMS (Général Ren Haiquan) et Wu Jianmin, qui continue de jouer un rôle important dans le dispositif de communication du parti communiste, ont mis **l'accent sur "la paix et le développement"** toujours qualifiés de tendances "lourdes"

---

<sup>2</sup> C'est dans les villas abandonnées des « Collines parfumées » que Mao Zedong et l'appareil du parti communiste et de l'Armée rouge se sont établis en 1940 après avoir conquis la capitale.

de la période actuelle en dépit de la multiplication des tensions.<sup>3</sup> Wu Jianmin, toujours proche de l'ancien président Jiang Zemin, est ainsi revenu sur la thématique du "développement pacifique" et du "gagnant-gagnant", prônant une **attitude "modeste" de la RPC sur la scène internationale**, plus favorable sur le long terme à la préservation des intérêts chinois.

Toutefois, outre un décalage certain avec la réalité, **la rhétorique de ce discours qui se veut apaisant, apparaît comme très "datée"**, plus proche du discours de détente qui émergeait entre les deux superpuissances américaines et soviétiques au cœur de la Guerre froide que de la nouvelle architecture des relations internationales qui a émergé depuis l'effondrement du bloc soviétique.

Pour « rassurer », les stratèges chinois rappellent ainsi que « la guerre entre grandes puissances, et plus particulièrement entre puissances nucléaires, n'est pas envisageable ». Mais rappeler aujourd'hui cette évidence signifie aussi que le scénario d'une guerre nucléaire continue de faire partie du paysage de la réflexion stratégique en Chine quand, dans le même temps, certains en Occident s'interrogent sur la pertinence du concept de dissuasion nucléaire.

Pourtant, le régime chinois, comme le soulignait le rapport de Hu Jintao devant le XVIII<sup>ème</sup> congrès, a en effet besoin de paix pour poursuivre son développement, et **la volonté de rassurer les interlocuteurs de Pékin vise aussi à garantir à la RPC la prolongation de cette période de paix prolongée qui a si bien servi sa montée en puissance**. Pour les stratèges chinois, **la politique d'apaisement repose sur la mise en exergue des intérêts « convergents »** qui unissent la RPC aux autres grandes puissances.<sup>4</sup> Il s'agit pour Pékin de convaincre Washington que c'est au nom d'intérêts communs supérieurs que la relation avec Pékin doit être préservée.<sup>5</sup> Ces intérêts sont **d'ordre économique**, en raison du caractère incontournable de la puissance économique chinoise, et **d'ordre stratégique** en raison du facteur de stabilité que constituerait – selon les analystes chinois – la RPC.<sup>6</sup>

Mais dans le même temps, la montée en puissance de l'ensemble de la zone Asie-Pacifique et **le basculement de puissance vers une Asie dont la RPC rêve d'occuper à nouveau le « centre »** en s'appuyant sur sa force de frappe financière et économique, constituent aussi pour Pékin un motif de satisfaction dans une **logique de rapport de force avec les autres pôles de puissance**.<sup>7</sup>

Le dynamisme de la zone, sa « stabilité » sont ainsi soulignés et opposés aux zones de crise, notamment au Moyen-Orient, où se concentrent les principaux points chauds de la planète, ou en Europe, qui ne s'est pas relevée de la crise économique et financière de 2008.<sup>8</sup>

Dans ce contexte, l'intérêt de l'ensemble des puissances, selon Pékin est bien de garantir la stabilité stratégique de l'Asie en reconnaissant le rôle « positif » joué par la

---

<sup>3</sup> Wu Jianmin est aujourd'hui membre du *Foreign Policy Advisory Committee* du Ministère des Affaires étrangères.

<sup>4</sup> Wang Dong, directeur du Centre d'études stratégiques pour l'Asie du Nord-Est, Université de Pékin.

<sup>5</sup> Wang Dong.

<sup>6</sup> Même s'il s'agit d'une garantie de stabilité essentiellement négative.

<sup>7</sup> Sun Zhe, Directeur du Centre d'études sur les relations sino-américaines, Université Tsinghua.

<sup>8</sup> Ren Haiquan, vice-Président de l'Académie des sciences militaires, Wu Jianmin.

Chine.<sup>9</sup> Aux défenseurs de l'universalité de la défense des droits de l'Homme et aux tenants d'un changement de régime, **la RPC oppose le « chaos » afghan ou irakien dont le parti communiste préserverait – au bénéfice de tous – la deuxième puissance économique mondiale.**<sup>10</sup>

## 2 – Confiance mutuelle et intérêts communs

Pour garantir cette stabilité et résoudre les tensions, **le discours officiel des stratèges chinois prône la « confiance mutuelle », et le renforcement du dialogue.** A ce titre, le rôle positif des *think tanks* est souligné, qui permet un échange « semi-officiel » entre experts, ainsi que les dialogues mil-mil, portant notamment sur les menaces non traditionnelles à portée globale.<sup>11</sup> Ces dialogues, qui pourtant servent souvent de variable d'ajustement de la qualité des relations que la RPC entend développer avec ses partenaires, contribuent selon Pékin, à **l'instauration d'un « climat de confiance »** d'abord avec les Etats-Unis, mais aussi avec les autres puissances asiatiques, y compris avec « les pays plus petits » dont la RPC s'affirme « prête à entendre la position ».<sup>12</sup>

En ce qui concerne la relation avec les Etats-Unis, les analystes chinois soulignent « qu'aucun différend territorial ne les oppose et que Pékin et Washington partagent une même responsabilité de grande puissance ». On note là **le retour à l'idée de condominium ou de G2 qui – en dépit des dénégations - a pu séduire la direction chinoise.**<sup>13</sup>

Mais si les stratèges chinois prônent le dialogue, source « d'harmonie », c'est surtout **le « modèle chinois » qui est mis en avant : celui des « partenariats stratégiques », fondés sur une analyse politique commune, seul fondement d'une véritable « confiance mutuelle ».** Le modèle est celui de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) où, selon Pékin, le principe du développement en commun « gagnant-gagnant » et une même analyse politico-stratégique sous-tendent la relation de confiance qui a été mise en place.<sup>14</sup>

Autre exemple : le partenariat stratégique avec la Russie est lui aussi érigé en modèle, en dépit du climat de méfiance qui peut aussi s'exprimer entre Pékin et Moscou.<sup>15</sup> **Ce « modèle chinois » est opposé aux « alliances militaires d'un autre âge »,** nom de code qui désigne la présence américaine en Asie. La RPC souligne également la nécessité de « nourrir les intérêts communs » en s'appuyant sur **le dynamisme de l'économie chinoise comme facteur d'intégration régionale et comme opportunité pour l'ensemble d'un monde frappé par la crise.**<sup>16</sup> Pour les stratèges chinois, la crise

<sup>9</sup> Wu Jianmin, Liu Chengjun, Président de l'Académie des sciences militaires.

<sup>10</sup> Colonel Zhang Dongjiang, Académie des sciences militaires, qui souligne que « la Chine ne pose aucun problème à la communauté internationale ».

<sup>11</sup> Ren Haiquan.

<sup>12</sup> Colonel Xu Qiyu, Chercheur, Institut des Etudes stratégiques, Université de Défense.

<sup>13</sup> Yuan Peng, China Institute of Contemporary International relations (CICIR).

<sup>14</sup> Général (ret) Wang Haiyuan, China International Strategic Institute.

<sup>15</sup> Xu Qiyu. Pourtant, en précisant que ce partenariat repose sur « le respect des traités internationaux en dépit des questions historiques », l'analyste rappelle que ces différends historiques existent et que c'est bien la Chine qui – pour la période actuelle ? – a choisi de respecter les traités internationaux.

<sup>16</sup> Wu Jianmin, Xu Qiyu.

a mis en évidence, en l'opposant à la faible marge d'action des puissances occidentales, **le caractère incontournable d'une puissance chinoise qu'il s'agit aujourd'hui « d'accommoder »** même si, dans le même temps, et pour rassurer Washington sur ses intentions futures, la Chine affirme conserver une vision « ouverte » de la zone Asie-Pacifique.<sup>17</sup>

### 3 – **Une définition unilatérale des conditions de la confiance mutuelle**

Mais la confiance mutuelle prônée par Pékin repose sur **une définition très unilatérale des conditions nécessaires**. En effet, en l'absence d'une communauté d'analyse politique et stratégique, **la « confiance mutuelle » ne pourrait reposer, selon les analystes chinois, que sur « la retenue » de partenaires** – au premier rang desquels Tokyo et Manille – sommés « d'éviter toute action pouvant complexifier les problèmes ».<sup>18</sup> Dans le cas de Tokyo, une condition s'ajoute : celle de la « reconnaissance par le Japon de la réalité historique ». Dans les instances internationales, **il s'agit pour Pékin de nier les évolutions du monde contemporain, et de figer les relations internationales en Asie à la Conférence du Caire de 1943**. Le Japon est ainsi aujourd'hui accusé de remettre en cause les conclusions de la Conférence et l'ordre du monde issu de la Seconde Guerre mondiale.<sup>19</sup>

**Cette référence signe l'ancrage du régime chinois dans un passé révolu et les difficultés de la puissance chinoise à s'intégrer à la communauté internationale contemporaine**, alors que la définition des menaces, et les exigences en matière d'engagement ont profondément évolué. En réponse à la stratégie du pivot, en partie fondée sur la consolidation de l'alliance sino-japonaise, Pékin, en faisant référence à la configuration de la Seconde Guerre mondiale, exprime aussi sa **nostalgie d'un autre système d'alliance qui unissait les Etats-Unis et la Chine contre l'ennemi japonais**. C'est aussi ce qu'il faut entendre dans la dénonciation réitérée d'un système d'alliances « héritées de la Guerre froide » qui place la République populaire de Chine – face à Washington et à ses alliés – dans le « mauvais camp ».

Mais en réalité, pour Pékin, la « confiance mutuelle » et l'harmonie ne peuvent résulter que de **l'acceptation par l'ensemble des puissances régionales, des « sensibilités » de la Chine en matière de sécurité**.<sup>20</sup>

Au niveau global, la confiance mutuelle doit également reposer sur **le respect strict du principe de non ingérence**. Il s'agit de dénoncer le soutien aux « changements de régime » dont la RPC, en raison de ses fragilités idéologiques, se sent menacée.

La Chine dénonce « la fourniture d'armement à des groupes d'opposants ».<sup>21</sup> Elle dénonce également toute « remise en cause du droit international et du rôle de l'ONU »

---

<sup>17</sup> Xu Qiyu.

<sup>18</sup> Liu Chengjun.

<sup>19</sup> Lu Dehong, Directeur du département des recherches, China Foundation for International and Strategic Studies.

<sup>20</sup> Idem.

<sup>21</sup> Il est à ce titre intéressant de noter que les rebelles syriens – comme d'autres groupes rebelles en Afrique – utilisent du matériel chinois dont les circuits de distribution demeurent très opaques.

ainsi que toute action qui menacerait la stabilité des différentes régions du globe.<sup>22</sup> Pour Pékin, il s'agit de la question syrienne, mais aussi des printemps arabes qui – au même titre que les « Révolutions de couleur » qui ont frappé des États issus de l'éclatement de l'ex-URSS – ont beaucoup inquiété le régime de Pékin qui y voit **une collusion entre forces extérieures soutenues par les États-Unis et agitation interne manipulée** notamment grâce aux nouveaux moyens de communication.<sup>23</sup>

Face à cette menace, **les analystes chinois se réfèrent toujours au « strict respect des cinq principes de la coexistence pacifique »** qui devraient être au cœur du système international.<sup>24</sup> Mais l'émergence de l'Asie s'inscrit aussi dans un mouvement plus large, qui est celui **du poids grandissant des pays émergents sur la scène internationale**, et du rôle « d'équilibre » qu'ils peuvent jouer aux côtés de la Chine dans un monde multipolaire.<sup>25</sup>

La définition chinoise de **la multipolarité est ainsi réduite à une dimension anti-américaine ou anti-occidentale** et, derrière la volonté de « rassurer » la communauté internationale sur le caractère pacifique de l'émergence chinoise, c'est sur la « complexité » de la situation stratégique en Asie que l'accent a été mis par les analystes chinois.

#### **4 – En Asie : une situation difficile et « complexe »**

En effet, selon Pékin, et en dépit des apparences de prospérité et de stabilité qui frappent l'observateur extérieur, **la situation en Asie est qualifiée de « difficile et complexe »** en raison des contradictions qui s'accroissent entre **les intérêts de la puissance chinoise émergente et ceux des puissances déclinantes que sont les États-Unis ou le Japon**. Puissances déclinantes qui – selon Pékin – ne peuvent accepter ce bouleversement majeur des équilibres au niveau mondial.<sup>26</sup> Ainsi, selon les analystes chinois, **la fin de la Guerre froide en Asie n'a pas coïncidé avec une réduction des tensions, mais au contraire avec une augmentation de ces tensions.**<sup>27</sup> Ainsi, contrairement à la situation qui prévaut en Europe « **les risques de guerre en Asie** » **demeurent élevés** et tendent à se renforcer.<sup>28</sup>

Ces contradictions s'expriment selon Pékin sous la forme de conflits territoriaux « encouragés » par une puissance américaine qui, agissant par alliés interposés, tente de contenir l'émergence légitime de la Chine.<sup>29</sup> De ce fait, les divergences profondes qui subsistent entre les intérêts de la RPC et ceux des États-Unis et de leurs alliés en Asie, pèsent sur l'établissement d'un climat de « confiance stratégique » dans la région.<sup>30</sup> Signe de cette vision pessimiste de la situation stratégique en Asie, l'exemple européen

---

<sup>22</sup> Liu Chengjun.

<sup>23</sup> Wu Jianmin.

<sup>24</sup> Capitaine Xing Guangmei (f), directeur de la division de recherches juridiques du centre de recherches navales de la Marine, Wu Jianmin.

<sup>25</sup> Han Feng, vice-Directeur de l'Institut des études sur l'Asie-Pacifique, Académie chinoise des sciences sociales (CASS).

<sup>26</sup> Wu Jianmin.

<sup>27</sup> Wang Haiyuan.

<sup>28</sup> Xu Qiyu.

<sup>29</sup> Liu Chengjun.

<sup>30</sup> Han Feng.

de réconciliation – pourtant souvent cité – est désormais rejeté comme non pertinent par les intervenants chinois.<sup>31</sup> En effet, au-delà de cette divergence d'intérêts avec la puissance tutélaire américaine, les tensions qui s'aggravent en Asie du Nord-est sont également attribuées au caractère « obscur » d'un Japon « révisionniste », où le poids de l'extrême droite, selon les analystes chinois, se renforce, et qui, contrairement à l'Allemagne, est prêt à remettre en cause les sanctions de la Seconde Guerre mondiale.<sup>32</sup>

Selon ces analyses, c'est le Japon « tenté par le retour à l'impérialisme », travaillé par des courants révisionnistes puissants, et non la Chine, qui constitue en Asie « la première source de danger et le premier facteur de déstabilisation ».<sup>33</sup> **Et si la montée des nationalismes est dénoncée, il s'agit d'abord pour Pékin de la montée du nationalisme dans l'archipel.**<sup>34</sup>

En insistant sur le caractère révisionniste des ambitions japonaises, et la supposée volonté de Tokyo de remettre en cause le verdict de la Seconde Guerre mondiale, Pékin cherche aussi à rallier ceux qui – y compris aux Etats-Unis – s'inquiètent de la ré-émergence d'une puissance japonaise stratégiquement plus autonome. Il s'agit aussi de recréer d'une manière quasi subliminale l'alliance de la Chine et des Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale et de pousser Washington, « avec qui la RPC n'entretient aucun différend territorial » à choisir à nouveau Pékin contre Tokyo.<sup>35</sup>

Cette question du « choix » est au cœur de l'analyse que les stratèges chinois font de la relation sino-américaine. Ils s'interrogent ainsi sur les « intentions de Washington » alors que, à la suite de sa réélection en 2012, le président Obama a consacré sa première visite en Asie non pas à la « grande Chine » mais à l'Asie du Sud-est, et tout particulièrement à la Birmanie. L'évolution de la Birmanie et le rapprochement avec Washington sont aujourd'hui perçus à Pékin comme un **véritable échec stratégique** que le président Xi Jinping tente de rattraper en s'appuyant sur l'attractivité de la puissance d'investissement de la RPC.<sup>36</sup>

Toutefois, à nouveau, pour les analystes chinois, la responsabilité de cet échec n'incombe pas aux choix discutables de la stratégie extérieure de la RPC, qui inquiète ses voisins y compris les plus proches, mais bien aux manœuvres des Etats-Unis pour éloigner Rangoon de la sphère d'influence de Pékin.

---

<sup>31</sup> Xu Qiyu.

<sup>32</sup> Dans une déclaration particulièrement agressive Wang Haiyun attaque « le fascisme japonais qui n'a pas été suffisamment puni ».

<sup>33</sup> Wang Haiyuan. La grille d'analyse des discours soviétiques sur la renaissance du militarisme allemand pendant toute la période de la Guerre froide s'avère ici très utile à la compréhension du positionnement de la RPC face au Japon « pierre angulaire » de la présence américaine en Asie.

<sup>34</sup> Général He Lei, Directeur des études, Académie des sciences militaires.

<sup>35</sup> General Yao Yunzhu (f) Directeur du centre d'étude des relations de défense entre la Chine et les Etats-Unis, Académie des sciences militaires.

<sup>36</sup> Colonel Wang Xiaobin, Académie des sciences militaires, Xia Liping, Doyen de l'école de science politique et de relations internationales, Université Tongji, Shanghai.

## 5 – La Chine, puissance incomprise

Il est un autre élément du discours qui caractérise le positionnement de la Chine sur la scène internationale. Dans un contexte stratégique difficile, alors que la RPC est confrontée aux inquiétudes de la quasi-totalité de ses voisins asiatiques et d'une part croissante de la communauté internationale, **le régime chinois met constamment en avant le caractère « exceptionnel » de la puissance chinoise.** Dans le discours chinois, **la Chine « pacifique » ne peut que rejeter « l'hégémonisme et l'expansionnisme »,** contrairement à l'Allemagne bismarckienne ou à l'URSS. Mais, dans le même temps, les aspirations à un nouveau *leadership*, sont justifiées par le fait que « la Chine a été en tête pendant des siècles avant d'être opprimée et envahie par d'autres puissances.<sup>37</sup>

**Le « rêve chinois » défendu par Xi Jinping ne serait que le juste retour à ce leadership « naturel » trop longtemps dénié** à la puissance chinoise. Pour les théoriciens qui travaillent en Chine sur le concept de *tianxia* : « En Asie, la Chine ne recherche pas l'hégémonie mais l'harmonie ». Ce qui ne peut rassurer les voisins de Pékin qui partagent avec la Chine la même histoire et la même culture philosophique.<sup>38</sup>

Puissance supposée « pacifique » par essence, **la RPC est opposée au Japon militariste** « qui doit respecter le verdict de la Seconde Guerre mondiale et abandonner les tentations révisionnistes et impérialistes ».<sup>39</sup> Puissance « pacifique » qui entend conserver une suprématie morale, la RPC se refuse, selon les stratèges chinois, à utiliser des moyens militaires en mer de Chine du sud, en recourant aux unités de garde-côtes exclusivement « civiles ». A l'inverse, **les Philippines sont accusées d'avoir mobilisé « leur plus important bâtiment de guerre » en mer de Chine méridionale** et les Etats-Unis de multiplier les missions d'observation militaire en mer de Chine.<sup>40</sup>

Dans le même temps, **les « souffrances de la Chine »,** les « deux guerres défensives » que le régime a dû mener contre les Etats-Unis depuis 1949 « en Corée puis au Vietnam », justifient un **niveau élevé de préparation militaire que le monde extérieur doit comprendre et accepter.**<sup>41</sup> Toutefois, le refus d'une course aux armements à outrance qui a causé la perte de la puissance soviétique et **l'intérêt des stratèges chinois pour les stratégies asymétriques ne se dément pas.**<sup>42</sup>

Au cœur de ces stratégies asymétriques, **la « guerre légale » et la dimension cybernétique** ont fait l'objet d'interventions spécifiques qui montrent l'importance que les stratèges chinois accordent à toutes les formes d'une guerre « sans limites ». La

---

<sup>37</sup> Wu Jianmin.

<sup>38</sup> Colonel Zhao Xiaozhuo. Académie des sciences militaires. *Tian xia* désigne l'univers, l'espace « sous le Ciel » couvert par l'autorité « bienveillante » de l'Empereur. Il faut préciser également que, dans le langage courant qui fleurit sur internet, la censure est assimilée à une « harmonisation » de la pensée et des critiques à l'encontre du régime.

<sup>39</sup> Wang Haiyuan.

<sup>40</sup> Colonel Wang Yisheng, Académie des sciences militaires.

<sup>41</sup> Sun Zhe, Zhao Xiaozhuo. Si l'on suit cette analyse, tout conflit contre un voisin de Pékin, ancien vassal de l'Empire de Chine apparaît comme une attaque directe contre le territoire chinois. A l'inverse, les aventures chinoises en Inde (1962) ou au Vietnam (1979) ne peuvent être analysées comme des actes d'agression.

<sup>42</sup> Wu Jianmin.

guerre cybernétique offre par ailleurs l'avantage, selon les analystes chinois, de demeurer « anonyme », rendant plus difficile une riposte adaptée de l'adversaire.<sup>43</sup>

Dans le cadre d'un dialogue stratégique, consacrer une table ronde à la dimension cybernétique offre également le double avantage de faire passer des messages qui se veulent dissuasifs quant aux capacités développées en la matière par la Chine et de constituer – en temps que menace globale – un sujet de dialogue potentiel avec le partenaire américain.<sup>44</sup>

Mais les stratèges chinois mettent également en place **des moyens nouveaux sur le champ de bataille du droit international et notamment du droit maritime**. Un département de recherche juridique a ainsi été intégré à l'Institut de recherches navales de la Marine (*haijun junshi xueshu yanjiusuo falü yanjiushi*), chargé de construire les fondements d'un dossier juridique permettant de mener des actions contre les Philippines ou le Japon.<sup>45</sup>

C'est aussi cet intérêt pour le « champ de bataille juridique » qui peut expliquer la décision chinoise de déclarer une zone de contrôle destinée à étayer ses revendications en mer de Chine orientale au mois de novembre 2013.

## 6 – **L'obsession américaine**

Mais c'est bien **la relation avec les Etats-Unis et la question du pivot vers l'Asie qui demeurent au cœur de la réflexion stratégique chinoise**. Cette relation est ainsi qualifiée par les analystes chinois de « facteur le plus important » pour la stratégie chinoise et l'évolution des équilibres stratégiques en Asie.<sup>46</sup> Pour ces analystes, c'est de la stratégie du *pivot*, instrument nouveau de la volonté d'hégémonie des Etats-Unis, que découlent l'absence de confiance stratégique et une situation plus difficile en Asie.<sup>47</sup>

Pour Pékin, la stratégie du *pivot* est en effet destinée à contrer la montée en puissance « inévitable » de la Chine. Elle ne serait que **l'expression d'une rivalité de puissance traditionnelle dans un jeu à somme nulle entre Pékin et Washington**. Comme le souligne un film de propagande à usage interne produit au mois de juin 2013 par le département de « communication » de l'Université de défense de l'APL, « le processus de renaissance de la Chine entre automatiquement en contradiction avec le système hégémonique des Etats-Unis ». <sup>48</sup> Ceci d'autant plus que les Etats-Unis, frappés par la crise en 2008, alors que dans le même temps la RPC poursuivait sa montée en puissance, auraient subi un « choc psychologique » favorable à la montée préoccupante du nationalisme.<sup>49</sup> Dans ce contexte, selon l'un des intervenants, « **la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis constituera au niveau global le conflit le plus important pour les dix prochaines années** ». <sup>50</sup>

---

<sup>43</sup> Du Yuejin, Directeur, Institute of National Network Information Security Research.

<sup>44</sup> Tang Lan, Directeur adjoint, Institute for Information and Social Development Studies, CICIR.

<sup>45</sup> Xing Guangmei.

<sup>46</sup> Yuan Peng, CICIR.

<sup>47</sup> Han Feng.

<sup>48</sup> In <http://www.globaltimes.cn>,

<sup>49</sup> Wang Dong.

<sup>50</sup> Wang Haiyuan.

Ainsi, pour Pékin, la recrudescence des tensions en Asie avec le Japon mais aussi les Philippines résulterait à la fois d'une « **manipulation** » de la part de la puissance américaine, qui utilise les questions territoriales dans une volonté de « contenir » la Chine et des ambitions nouvelles de puissances régionales assurées du soutien de Washington dans leur conflit face à Pékin.<sup>51</sup> Pékin cite pour les dénoncer les liens de sécurité qui tendent à se renforcer avec Tokyo, mais également Manille, Hanoï ou New Delhi.<sup>52</sup>

Face à cette stratégie du *pivot*, la Chine tente – avec un succès limité – de mettre en place une offensive diplomatique destinée aux partenaires régionaux de Pékin. Premier élément de cette offensive : la mise en œuvre réelle du *pivot* est mise en doute et par là même la garantie de sécurité accrue offerte par les Etats-Unis à leurs partenaires en Asie face à la RPC. Les stratèges chinois – au risque d'une grave erreur d'appréciation – considèrent que, contrairement à la Chine « résident permanent » dans la région, **les Etats-Unis n'ont pas d'intérêts vitaux dans la région et notamment en mer de Chine où Pékin les appelle à « rester neutres »** dans les conflits qui l'opposent à ses voisins.<sup>53</sup> Par ailleurs, l'argument budgétaire est également cité pour minorer la capacité des Etats-Unis à agir.<sup>54</sup>

Pour Pékin, la volonté des Etats-Unis de s'extraire de l'urgence stratégique au Moyen-Orient pour mieux rééquilibrer leurs forces en direction de l'Asie se trouvait battue en brèche par la crise syrienne et les tensions avec l'Iran. L'accord récemment atteint avec Téhéran, en dépit de ses très grandes limites, ne peut qu'inquiéter les analystes chinois qui insistaient au contraire à la fin de l'année 2012 sur les « risques de guerre entre Washington et Téhéran ». Surtout, cet accord vient mettre en évidence **la fragilité des « partenariats » tissés par Pékin avec les Etats marginalisés que sont l'Iran ou la Birmanie**. Dans ces deux cas – en dépit des incertitudes qui subsistent – la stratégie de la main tendue prônée par Obama semble fonctionner. **Demain peut-être, la Corée du Nord pourrait à son tour être tentée par cette stratégie de la survie par l'apaisement** plutôt que par la tension. Isolant un peu plus la RPC sur la scène internationale.

Il s'agit également pour la Chine de constituer des « contre-alliances » en rompant l'isolement stratégique de Pékin face à la stratégie du rééquilibrage mise en place par Washington. Ainsi, selon un intervenant, la menace du *pivot* s'étendrait aussi à l'Asie centrale, dirigée contre les intérêts de la Russie.<sup>55</sup>

Comme l'URSS en son temps, **la RPC tente donc d'imposer la thématique de « l'Asie aux asiatiques »** excluant du champ stratégique régional les puissances extérieures déstabilisatrices. La confiance stratégique en Asie passerait ainsi par une « régionalisation » des questions de sécurité régionale et **la réduction progressive du poids du système d'alliances tissées par les Etats-Unis** et l'établissement d'une véritable « identité régionale », dans un retour sans doute aux théories des « valeurs asiatiques » défendues face à l'universalisme occidental.<sup>56</sup>

---

<sup>51</sup> Wang Yisheng, Zhao Xiaozhuo, Xing Guangmei.

<sup>52</sup> Gao Zugui, vice-Président de l'Institut d'études internationales de l'école centrale du parti communiste.

<sup>53</sup> Yuan Peng.

<sup>54</sup> Han Feng.

<sup>55</sup> Wang Haiyuan.

<sup>56</sup> Han Feng, Wang Haiyuan, Zhang Dongjiang.

Pour ceci, **la RPC tente aussi de s'appuyer sur son statut de super puissance économique.** Toutefois, les problèmes auxquels le régime est aujourd'hui confronté et le ralentissement de la croissance chinoise pourraient aussi réduire la portée de cet atout indéniable. D'ores et déjà, la modestie de l'aide offerte par Pékin aux Philippines au lendemain du Typhon Haiyan est venue relativiser les attentes possibles à l'égard de la puissance économique chinoise et nuire un peu plus à l'image de la Chine sur la scène régionale.

## 7 – **Conclusion**

En dépit de ce qui s'apparente à une stratégie de la tension, **certains analystes dénoncent les discours les plus agressifs, qui nuisent à l'image de la Chine,** reflétant peut-être un débat au sein de la direction qui porterait non pas sur les objectifs ultimes de retour de la RPC à la puissance, mais sur le *timing* des ambitions et la mauvaise appréciation de la force des oppositions et de la volonté d'engagement des Etats-Unis en Asie.<sup>57</sup>

Pourtant, en définissant unilatéralement une zone de surveillance maritime recouvrant une part importante de la mer de Chine orientale, dont la zone des Senkaku administrée par le Japon et celle des rochers Ieo revendiqués par la Corée du Sud, **la Chine a – une nouvelle fois – pris le risque de la tension** sans disposer des moyens de s'imposer face à ses voisins soutenus par Washington.

La question alors posée demeure celle de la marge de manœuvre du pouvoir, pris dans la contradiction qui persiste entre un positionnement nationaliste très agressif et des moyens qui – à tous les niveaux – demeurent limités. Le régime chinois se caractérise par un très grand pragmatisme, et en dernier ressort son objectif demeure de préserver les opportunités stratégiques offertes par sa montée en puissance en évitant tout conflit ouvert avant que la Chine ne soit « prête ». Dans ce contexte, l'analyse de la réalité des rapports de forces ne peut que mener à l'apaisement.

En revanche, on peut s'attendre à **la réactivation de jeux triangulaires,** particulièrement avec l'Union européenne et les puissances qui la composent, permettant de *renforcer la marge de manœuvre de Pékin face à Washington.* Ces évolutions peuvent aboutir à une meilleure prise en compte des intérêts de l'Europe et à un soutien au renforcement du pôle européen. Toutefois, **l'intérêt des stratèges chinois pour ce pôle européen se mesure d'abord à l'aune des avantages que la puissance chinoise peut en tirer** dans la relation difficile qui se développe aujourd'hui avec le partenaire américain.

---

<sup>57</sup> Sun Zhe.